

## Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle de la Région Bretagne - FACCA 2021

### Documentaires de création Aide à l'écriture, au développement et à la production

#### Cadre général

La Région a adopté à la Session du 20 juin 2019 une nouvelle stratégie régionale pour 5 ans, en faveur du cinéma et de l'audiovisuel. Celle-ci vise à conforter et développer une filière régionale de haut niveau, à faire de la Bretagne un territoire de référence pour la production cinématographique et audiovisuelle, et à exploiter les singularités régionales comme socle de distinction.

Pleinement inscrite dans la philosophie de « région responsable » telle que définie dans le cadre de la Breizh Cop, cette stratégie se veut, par ailleurs, porteuse d'exemplarité en termes de réduction de l'empreinte écologique, de respect de l'égalité femme/homme ou encore de développement territorial. Une charte développant les ambitions régionales en ce sens, appliquée au domaine de la culture, est en cours d'élaboration. Le FACCA s'adossera à cette charte.

En prétendant à une aide au titre du FACCA, les porteurs de projets s'engagent donc à respecter cette charte. A ce titre, les services de la Région se tiennent à disposition pour toute information complémentaire. **Une prise de contact avec un-e chargé-e de mission est d'ailleurs un préalable obligatoire avant tout dépôt d'une demande.**

La Région souhaite accompagner les films tout au long de leur carrière. *Bretagne Cinema* à travers son pôle « Accueil des Tournages » propose dès les premières étapes de pré-production une assistance personnalisée et gratuite. Par ailleurs, une fois le film terminé, *Bretagne Cinéma* ainsi que la mission Zoom Bretagne, coordonnée par le réseau de salles Cinéphare, peuvent aider les porteurs de projet à organiser des avant-premières sur le territoire et à valoriser les œuvres (communication autour des films, tournées avec réalisateur etc...).

## Cadre réglementaire

L'attribution des aides obtenues au titre du fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle est soumise aux dispositions du règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, notamment celles prévues par le Chapitre 1<sup>er</sup> de l'article 54 de la section 11 relatif aux régimes d'aides en faveur des œuvres audiovisuelles.

Les projets de films pour lesquels le tournage a commencé avant le dépôt de la demande d'aide ne sont pas éligibles. Pour les projets de fiction, le tournage ne doit en aucun cas avoir débuté avant la réunion du comité de lecture auquel le projet est soumis. Tout projet achevé et diffusé avant l'annonce officielle d'aide sélective est ipso facto débouté de sa demande.

Le dossier de demande de soutien est rédigé en français.

Les aides de la Région sont sélectives et attribuées après avis du comité de lecture, en considération de la nature du sujet, des caractéristiques, des qualités, des conditions de réalisation des œuvres et de la cohérence du projet avec le territoire.

Dans le cadre de chaque aide (écriture, développement, réalisation, musique), un même projet ne peut être présenté qu'une seule fois au comité de lecture – même en cas de changement de production déléguée - exception faite des projets ajournés.

Sont exclus du FACCA, les programmes suivants : films d'école, captations et enregistrements d'événements, émissions télévisées de type "plateau" ou magazine, reportages audiovisuels, émissions de flux, sitcoms, clips musicaux, films institutionnels, publicités, films pédagogiques, les projets web à caractère promotionnel, pédagogique, ludique ou commercial.

Les projets cinématographiques ou audiovisuels impliquant des écritures multimédias ou numériques spécifiques (projets transmedia, réalité virtuelle, narration interactive, webséries...) sont éligibles. Les conditions d'éligibilité correspondent à la catégorie concernée (cinéma, audiovisuel, Innovation/recherche).

Enfin, la Bretagne se caractérise par une identité culturelle forte. Certains projets de documentaire et/ou en langues de Bretagne peuvent témoigner d'un intérêt culturel, historique, scientifique singulier pour la région. Un comité spécifique, le « FAB » (Fonds audiovisuel en Bretagne) sera en charge d'étudier les projets témoignant de ces singularités et déjà examinés dans le cadre des aides à la production (documentaire, court métrage, longs métrages indépendants, projets structurants et innovation/recherche et nouvelles écritures).

## Procédure de sélection des demandes

### **1) Une prise de contact obligatoire pour faire connaître son projet**

Avant tout dépôt du dossier de demande de soutien au FACCA sur la plateforme dédiée, une prise de contact devra avoir lieu avec le ou la chargé-e de mission en charge de l'aide concernée. **Cet échange (mail, téléphonique) est un préalable obligatoire.** Il a pour objectif de mieux appréhender la stratégie développée par le porteur de projet vis-à-vis de la Bretagne et le cas échéant, de le renseigner au mieux, sur la filière régionale.

Les projets prioritairement inscrits seront ceux impliquant au mieux le territoire. A titre d'exemples : lien et pertinence du projet artistique avec le choix du territoire (décors, scénario etc...), tournage significatif du film en Bretagne (de la préparation du film à l'achèvement de sa fabrication), embauches significatives (chefs de postes, assistants, adjoints, rôles...), réalisateur.trice/auteur.e ayant sa résidence principale en Bretagne, producteur.trice/co-producteur.trice implantée en Bretagne (siège social ou établissement stable) etc...

**Tout dossier déposé sans cette prise de contact ne pourra être pris en compte.**

### **2) Suite à la validation du projet par le ou la chargé-e de mission référent-e, un dossier complet et définitif devra être déposé sur la plateforme dédiée, en respectant les dates de limite de dépôt du comité concerné.**

Après vérification de la cohérence, du professionnalisme, et de l'adéquation du dossier avec les critères d'éligibilité explicités ci-dessus, le projet est inscrit au prochain comité de lecture intéressé dans la limite des places disponibles.

Une fois le nombre de projets atteint, tout nouveau projet déposé est automatiquement inscrit au comité suivant, sous réserve des places disponibles.

Un peu plus d'un mois avant la date de réunion des comités, le déposant est informé de la complétude de son dossier et de son inscription en comité de lecture.

Pour l'examen des projets de films en langues de Bretagne, l'élu-e chargé-e de la politique linguistique du Conseil régional peut être invité-e à rédiger une note sur l'intérêt des projets concernés par rapport aux orientations de la politique linguistique et en fonction de la qualité de la langue employée. Cette note pourra être transmise aux membres du Comité de lecture. Les aides du FACCA et du FALB (fonds d'aide à l'expression audiovisuelle en langue bretonne) ne sont pas cumulables.

## Fonctionnement des comités

### Cadre général

Un comité documentaire unique est en charge d'examiner les demandes de soutiens à l'écriture, au développement, et à la production. Il est composé de cinq lecteurs.

Les membres du comité de lecture seront nommés intuitu personae pour une durée de deux ans et devront s'exprimer en toute indépendance sur les projets. Un.e lecteur.trice qui serait partie prenante d'un projet ne peut siéger pour l'ensemble de la réunion du comité. La liste des membres du comité de lecture sera consultable.

Les lecteurs.trices professionnel.le.s des comités FACCA bénéficient d'une indemnité globale (compris les remboursements de leurs frais de déplacement).

Les délibérations tenues par les comités de lecture sont strictement confidentielles. L'avis du comité (favorable, défavorable ou ajournement...) peut être communiqué par la Région aux intéressés sur demande, et ce, dès le lendemain de la réunion du comité. Toutefois, la décision finale d'attribution d'une aide et de son montant étant prise par la Commission Permanente du Conseil régional, la réponse officielle pour les porteurs de projets ayant reçu un avis « favorable » du comité de lecture, ne peut être communiquée aux intéressés qu'après le vote de la Commission Permanente.

Ces comités pourront aussi orienter certains projets représentant un intérêt culturel et/ou historique pour la Bretagne vers le comité « FAB ».

L'avis du comité de lecture sur chacun des projets fait l'objet d'une courte note écrite synthétisant les avis des membres du comité concerné, excepté pour les comités création de musique originale. Elle sera rédigée pendant le comité de lecture et sera transmise à chaque porteur de projet.

L'organisation des comités de lecture est assurée par les services de la Région (SIMAG).

Un calendrier prévisionnel de réunion des comités est établi par la Région et communiqué sur le site [www.bretagne.bzh](http://www.bretagne.bzh).

## Chiffrage des aides

Le chiffrage des aides sera établi dans le respect des plafonds adoptés et modulé en fonction du projet, de son budget et financement, de l'implication du territoire, des retombées économiques générées en Bretagne (emploi, prestations...). Les démarches éco-responsables et de promotion de l'égalité femme/homme ainsi que la prise en compte des droits culturels seront pris en compte.

## Engagements des bénéficiaires

A l'issue du vote en Commission permanente, une Convention sera signée entre les bénéficiaires et la Région Bretagne.

## Modalités

Les objectifs de cette aide sont de pérenniser et développer les savoir-faire en matière de documentaire et ainsi défendre la diversité des regards qui font la richesse du genre en région. Cette aide est envisagée comme complémentaire à d'autres actions (tutorats, résidences, formations), avec la volonté pour la Région, d'accompagner toutes les étapes de la vie d'un film, de la phase de recherche et développement à la diffusion.

### **1- Pour les aides à la l'écriture**

Sont concernés : les longs métrages cinéma documentaire et les documentaires audiovisuels de création (TV ou web) de plus de 26 minutes.

Elles concernent les auteur.e.s/réalisateur.trice.s dont la résidence principale est située en Bretagne ou les projets ayant un lien culturel avec la Bretagne.

Un.e auteur.e/réalisateur.trice peut bénéficier de deux aides à l'écriture par an, et ce aussi bien pour les œuvres documentaires que pour des œuvres de fiction ou d'animation.

Pour les projets de longs métrages documentaire, l'auteur.e/réalisateur.trice devra au préalable, avoir écrit ou réalisé un court métrage ou un film documentaire sélectionné dans un festival dont la liste figure en annexe 1, ou avoir coécrit un long métrage exploité en salles de cinéma.

Pour les projets de documentaire audiovisuel, les auteur.e.s réalisateur.trice.s déposant devront justifier d'une expérience significative dans le domaine du cinéma et/ou de l'audiovisuel, et/ou devront justifier d'une formation initiale ou continue dans le domaine.

L'intensité des aides publiques à la préproduction (écriture et développement) obtenues (aides régionales comprises) n'excèdera en aucun cas les 100% des coûts admissibles.

#### **Montants maximums des aides :**

**4 000 €** pour les projets audiovisuels et courts métrages documentaires,

**8 000 €** pour les projets de longs métrages cinéma, les séries documentaires audiovisuelles et les unitaires audiovisuels de plus de 70'

### **2- Pour les aides au développement**

Sont concernés : les longs métrages cinéma documentaire, les documentaires audiovisuels de plus de 26 minutes, les webdocumentaires.

Elles s'adressent exclusivement aux producteur.trice.s ou co-producteur.trice.s délégué.e.s majoritaires de l'œuvre.

Elles concernent les sociétés de production dont l'établissement stable (au moins un salarié permanent) est situé en Bretagne au moment du versement de l'aide ou les projets ayant un lien culturel avec la Bretagne.

Un.e producteur.trice peut bénéficier d'un maximum de deux aides au développement de longs métrages par an.

NB : Les aides à l'écriture et au développement ne peuvent pas porter sur un projet de fiction courte ou sur un projet documentaire d'une durée inférieure ou égale à 26 minutes.

L'intensité des aides publiques à la pré-production (écriture et développement) obtenues (aides régionales comprises) n'excèdera en aucun cas les 100% des coûts admissibles.

**Conditions** : le montant des dépenses en Bretagne (emploi, location, tournage, post-production...) devra représenter au moins **100 % de l'aide obtenue en termes de retombées sur le territoire.**

**Montant maximum de l'aide** : 12 K€

### **3- Pour les aides à la production**

Sont concernés : les longs métrages et courts métrages cinéma/documentaire, les documentaires audiovisuels et les webdocumentaires.

Pour les projets web, les programmes doivent avoir acquis l'engagement d'un web-diffuseur permettant à la structure de production porteuse du projet de remplir les conditions d'éligibilité au soutien à la production audiovisuelle du CNC (agrément du CSA pour le web-diffuseur).

Ces aides s'adressent exclusivement aux producteur.trice.s ou coproducteur.trice.s délégué.e.s de l'œuvre.

Elles sont accordées à des entreprises de production sous forme de sociétés commerciales.

Les coproductions internationales minoritaires pourraient être étudiées. En cas de soutien, elles feraient l'objet d'un chiffrage adapté.

NB : Dans le cadre d'un partenariat avec la Sacem et Rennes Métropole, une bonification de l'aide à la production pourra intervenir pour soutenir la création de musique originale de courts métrages. Elle sera réservée aux projets présentant un budget spécifique consacré à la création de musique originale, supérieur ou égal à 5000 €. Par ailleurs, la durée minimale de la musique mixée devra représenter au minimum 15% de la durée totale du film.

Pour les œuvres audiovisuelles, le montant total des aides publiques ne peut excéder 50% du coût définitif de l'œuvre ou, en cas de coproduction internationale, de la participation française sauf pour les œuvres difficiles ou à petit budget.

Pour les œuvres de cinéma de courte durée, le montant total des aides publiques ne peut excéder 80% du coût définitif de l'œuvre ou, en cas de coproduction internationale, de la participation française.

Pour les œuvres de cinéma de longue durée, le montant total des aides publiques ne peut excéder 50% du coût définitif de l'œuvre ou, en cas de coproduction internationale, de la participation française. Des dérogations peuvent être accordées dans la limite de 60% pour les œuvres difficiles ou à petit budget (première et deuxième œuvre d'un réalisateur) ou œuvre dont le coût de production est inférieur ou égal à 1 250 K€.

**Conditions** : le montant des dépenses en Bretagne (emploi, location, tournage, post-production...) devra représenter **160 % de l'aide obtenue en termes de retombées sur le territoire.**

**Sélection** : La sélection des projets se fera à l'aune de la qualité artistique du projet, de son lien avec le territoire et au regard des retombées en Bretagne pour le secteur.

**Montants maximums des aides :**

Maximum 40 K€ par film pour les projets audiovisuels et court métrage documentaire.

100 K€ pour le long métrage documentaire.

Un forfait de 2 500 € pour la création de musique originale pour le court métrage.

NB : Une attention particulière sera portée aux projets documentaire d'animation (pour lesquels la partie animation est très majoritaire) et les coûts de fabrication seront pris en compte dans le chiffrage.

**Seuil minimum de demande :** 15 K €

**Fréquence prévisionnelle :** 3 comités par an

## Annexe 1

**Liste des festivals concernés :**

- Festival international du court métrage de Clermont-Ferrand,
- Festival européen du film court de Brest,
- Festival Entrevues à Belfort,
- Festival Côté court de Pantin,
- Festival de cinéma de Douarnenez,
- Festival Travelling,
- Festival International du film d'animation d'Annecy,
- Festival national du cinéma d'animation de Bruz,
- Festival du film court de Villeurbanne,
- Rencontres du moyen-métrage de Brive,
- Festival international du documentaire de Marseille,
- Cinéma du réel,
- Documentaire sur Grand Ecran,
- Etats généraux du film documentaire de Lussas,
- Festival du Film court en plein air Grenoble,
- Off short,



- Un festival c'est trop court ! À Nice
- Festival Premiers plans à Angers,
- Festival International du film de La Rochelle
- Festival de Cannes,
- Quinzaine des réalisateurs,
- Semaine de la Critique,
- Festival du Film de Vendôme,
- Programme régional coordination du mois du documentaire en Bretagne,
- Rencontres du Film documentaire de Mellionec.